



Réunion du Conseil exécutif national
Le vendredi 31 mai 2019
Bureau national (salle de conférence 1967), 4^e étage
100, rue Queen, Ottawa (Ontario)

PROCÈS-VERBAL

Présents : G. Phillips (*président*), J. Akins, O. Alarie, C. Awada, N. Bois, H. Collins, H. Delnick, N. Giannakoulis, G. Kopytko, J. Lafontaine, C. Lonmo, K. Mansfield, A. Nemec, A. Picotte, S. Rehman, A. Trau

Personnel : J. Courty, D. Cooper, C. Danik, O. Kahriz, C. Vézina

Par téléconférence : A. Coles

Absences excusées : F. Lord, M. Stiermann, E. Venditti

1. Ouverture de la séance

Le président par intérim, N. Giannakoulis, déclare la réunion du CEN officiellement ouverte à 9 h 23 et confirme l'atteinte du quorum.

1.1 Examen de l'ordre du jour

Les membres procèdent à un examen rapide de l'ordre du jour; on demande l'ajout, au point 2d, de l'élément suivant : « Approbation du budget ». De plus, l'élément « Vote/Insite » sera ajouté au point 4.4.

Résolution d'adoption de l'ordre du jour modifié du CEN

Proposée par : A. Picotte

Appuyée par : C. Awada

Abstentions (1)

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

**G. Phillips reprend la présidence de la réunion.*

1,2 Examen du procès-verbal de la séance publique du CEN (26 avril 2019)

On donne cinq minutes aux membres du CEN pour examiner le procès-verbal. Personne n'a de commentaire, et aucune modification n'est demandée.

Résolution d'adoption du procès-verbal de la séance publique du 26 avril 2019, sans modification

Abstentions (3)

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

** La déclaration de principes de l'ACEP sur le harcèlement est lue à voix haute dans les deux langues officielles.*

2. Points de décision — Approbation des candidatures aux divers sous-comités

a) Sous-comité sur la santé et le bien-être/comité des Statuts et

Règlements/sous-comité des RH/comité des finances : S. Rehman se porte volontaire pour siéger au comité sur la santé et le bien-être, C. Lonmo et S. Rehman se portent volontaires pour siéger au comité des Statuts et Règlements, G. Kopytko et J. Akins se portent volontaires pour siéger au sous-comité des RH et C. Awada se porte volontaire pour siéger au comité des finances.

Résolution d'approbation de toutes les candidatures de membres s'étant portés volontaires pour siéger aux sous-comités susmentionnés

Proposée par : A. Trau

Appuyée par : C. Awada

Abstention (1)

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

b) Sous-comité sur l'examen de la gouvernance : Comme il en a été question à la séance de réflexion du CEN, ce sous-comité du CEN sera chargé d'examiner la structure de gouvernance des diverses sections locales.

Résolution d'approbation de la nomination de Charlene Lonmo, N. Giannakoulis, André Picotte et Howard Delnick au sous-comité de l'examen de la gouvernance

Proposée par : K. Mansfield

Appuyée par : A. Picotte

Abstentions (2)

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

c) Approbation de la nomination d'un membre du MDN à titre de représentant en SST : La biographie du candidat est distribuée aux membres du CEN pour examen. On fait toutefois remarquer que le processus n'a pas été suivi adéquatement, puisque le formulaire de demande standard pour soumettre une candidature n'a pas été utilisé.

Résolution d'approbation de la nomination de Stephan Ellington au comité de SST, à condition que le formulaire de demande requis soit dûment rempli

Proposée par : H. Delnick
Appuyée par : A. Picotte

Discussion : Il a été recommandé qu'en plus de recevoir une formation officielle en SST, la personne soit encouragée à suivre une formation de délégué syndical et qu'elle soit tenue de signer la Politique de l'ACEP sur la protection des renseignements personnels.

Abstention (1)

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

d) Approbation du budget de l'ACEP : L'avant-projet de budget de l'ACEP est distribué aux membres du CEN pour examen. Le CEN l'avait déjà approuvé, mais une modification mineure a dû être apportée au poste des sources de revenus prévues, à la suite d'une correction du nombre de membres, ce qui exigeait l'obtention d'une approbation secondaire de la part du CEN. Des prévisions prudentes à l'égard des revenus de cotisations sont présentées dans le budget révisé, ce qui est compensé par la réduction du fonds de réserve.

Commentaires : On suggère d'évaluer les revenus de cotisations prévus en utilisant le chiffre de 16 000 membres fourni par l'employeur. Une autre recommandation est plutôt de présenter le budget initial aux membres à l'AGB par souci de transparence, sous réserve que la justification de l'utilisation d'estimations prudentes soit énoncée dans une note de bas de page.

Résolution visant à modifier de nouveau le budget révisé pour qu'il reflète le chiffre fourni par le Conseil du Trésor (16 000 membres), afin qu'il puisse être présenté à la prochaine AGB avec une note de bas de page indiquant que les revenus estimatifs sont fondés sur ce chiffre

Proposée par : J. Lafontaine

Appuyée par : C. Lonmo

3. Mesures de suivi découlant de la dernière réunion du CEN

- I. Lettre de bienvenue à Charlene Lonmo (Statuts et Règlements) :** *En cours*
- II. Lettre de bienvenue aux membres du CCR et formation de préparation :** *Fait*
- III. Lettre de bienvenue à Jamie Lafontaine (Finances) :** *Fait*
- IV. Actualisation du mandat du sous-comité des RH en fonction de la forme masculine :** *Fait*

Résolution d'adoption de la version française du mandat du sous-comité des RH

Proposée par : H. Delnick

Appuyée par : A. Picotte

Abstentions (4)

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

V. Tablettes à l'essai par deux membres du CEN : Fait

Résolution visant à poursuivre la séance à huis clos à 10 h 15

Proposée par : A. Picotte

Appuyée par : C. Awada

Abstention (1)

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

(Le point n° 3VI de l'ordre du jour est examiné à huis clos.)

PAUSE SANTÉ

Reprise de la discussion sur la résolution ci-dessus : Le budget révisé de 2019-2020 et de 2020-2021 avec des chiffres à jour indiquant un excédent est distribué et présenté en détail aux membres du CEN. Sur le plan du processus, le budget révisé sera présenté à la prochaine AGB, et les membres auront jusqu'en septembre pour formuler des commentaires. Les commentaires et les modifications proposées seront examinés par le comité des finances à ce moment-là et soumis à l'approbation finale du CEN en octobre, puis au vote des membres en novembre.

Abstention (1)

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

Résolution visant à poursuivre la séance à huis clos à 10 h 52

Proposée par : A. Picotte

Appuyée par : O. Alarie

Abstention (1)

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

(Le point n° 4.1 de l'ordre du jour est examiné à huis clos.)

4. Points de discussion

4,2 Mise à jour sur le Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux (SAFF) :

Le mandat du comité de consultation et de collaboration syndical-patronal sur le SAFF, y compris un certain nombre de modifications proposées, est distribué, puis le président le passe en revue de façon détaillée. La première séance a eu lieu hier, et le but était de discuter du processus de consultation et de la méthode de collecte des données du sondage, ainsi que de passer en revue l'ébauche du mandat. Les syndicats ont nommé G. Phillips coprésident du comité de collaboration, dont l'objectif général est de collaborer avec les agents négociateurs pour engager un dialogue constructif sur le contenu, les communications et le suivi relatifs au SAFF, ainsi que sur d'autres questions que les coprésidents conviennent d'aborder.

Résolution visant à convenir que les modalités de la résolution précédente concernant la consultation répondent aux exigences du CEN et que le CEN ne boycottera plus le SAFF

Proposée par : A. Trau

Appuyée par : J. Lafontaine

Discussion : Même si les identificateurs personnels ont été supprimés, on soulève une préoccupation liée à la protection des renseignements personnels et à la confidentialité, relativement au fait que le Conseil du Trésor a toujours accès aux métadonnées et n'a pas encore confirmé que des procédures ont été mises en place pour régler ce problème. À titre de membre du comité de collaboration, le président veillera à ce que cette question soit abordée. Un des membres du CEN propose de reporter la présentation de la résolution jusqu'à ce que le comité convoque sa première séance consacrée aux travaux de fond.

Contre (1)

Abstentions (3)

Vote à main levée : adoptée

4,3 Création d'une section locale à Services aux Autochtones Canada (SAC) :

Comme SAC n'est plus affilié à Santé Canada, les représentants du nouveau ministère expriment un intérêt à l'égard de la création de leur propre section locale et demandent de l'information sur les étapes du processus démocratique à suivre. Le directeur des politiques explique que, pour respecter les obligations prévues par les Statuts, il faut obtenir dix signatures d'employés, puis l'approbation du CEN. Le président confirme que cette question deviendra un point permanent à l'ordre du jour et que d'autres étapes feront l'objet d'un suivi. Entre-temps, K. Mansfield entreprend de recueillir les dix signatures requises d'ici la prochaine réunion du CEN.

4,4 Vote/Insite : Des précisions concernant le processus de vote établie par Insite sont demandées et fournies. Bien que ne soit pas encore officiel, l'Association délaisse activement Insite et envisagera l'adoption d'un nouveau système. O. Kahriz confirme qu'on travaille actuellement à trouver un autre fournisseur, fort probablement Microsoft Dynamics, qui permettra d'avoir un éventail d'outils plus vaste avec des capacités améliorées, ce qui distinguera l'ACEP des autres syndicats.

PAUSE DU REPAS

5. Questions à aborder à huis clos

(Le point n° 5 de l'ordre du jour est examiné à huis clos.)

6. Comptes rendus des comités

6,1 Comité des finances : À la suite de la réunion du Conseil des dirigeants et dirigeantes des sections locales tenue récemment, le comité a demandé la convocation d'une réunion distincte la semaine dernière pour examiner le budget, ce qui a donné lieu à des conversations fructueuses sur le processus et a été l'occasion de fournir d'autres précisions sur la stratégie d'investissement.

6,2 Sous-comité des RH : Rien à signaler.

6,3 Comité des Statuts et Règlements : Vu l'absence de F. Lord, la mise à jour est reportée à la prochaine réunion du CEN.

6,4 Comité des candidatures et des résolutions : Rien à signaler. La formation débutera lundi.

7. Rapports

7,1 Rapport du président : Le président effectue sa tournée des AGA régionales, et il reste quelques visites de sections locales. L'AGA de Statistique Canada aura lieu le 17 juin, et les membres du CEN sont invités à y assister à titre d'observateurs. Le président signale qu'il a observé une augmentation de la participation à ces réunions et qu'il pense que les membres appuient globalement l'orientation que prennent l'ACEP et le CEN. Matthew English a présenté un exposé informatif sur l'intelligence artificielle dans le cadre de l'assemblée du conseil régional de l'Atlantique. En conséquence, le président lui offre de le présenter au CEN, et peut-être aussi dans le cadre de l'AGA.

Même si l'ancien commissaire de la GRC avait convenu de ne pas transférer le dossier de ses membres civils dans le système Phénix avant que celui-ci n'ait été stabilisé, la nouvelle commissaire a décidé d'aller de l'avant. Par conséquent, les membres de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada sont fortement encouragés à communiquer directement avec la commissaire. De même, l'ACEP est en train d'envoyer un communiqué à l'intention des membres civils, ESS et TRL de la GRC pour les exhorter à communiquer directement avec la commissaire. En outre, le président a rédigé et signé une lettre dans laquelle il demande les raisons de la prise d'une mesure aussi préjudiciable et suggère de revenir sur cette décision. Si cela ne convainc pas la commissaire, le président demandera une réunion avec elle pour lui communiquer la position explicite et sans équivoque selon laquelle cette décision nuira aux activités de collaboration futures.

(N. Giannakoulis quitte la réunion à 15 h 50.)

7,2 Rapport du vice-président : A. Picotte fait rapport d'une initiative/tournée à venir sur la réforme de la Loi sur les langues officielles dirigée par la ministre du Patrimoine canadien, Mélanie Joly, et demande la participation de l'ACEP aux différentes réunions de consultation prévues. Un mémoire a été rédigé et signé par le président et est prêt à être présenté bientôt à la ministre. Le président a également l'intention de rencontrer la ministre Joly pour défendre les enjeux décrits dans le mémoire et discuter des problèmes persistants au Bureau de la traduction.

7,3 Rapport du directeur exécutif : Sur le plan des relations de travail, à la suite d'une récente démission et de deux absences imprévues de longue durée, l'Association a retenu les services d'un agent des relations de travail à la retraite pour offrir son aide. En plus de son conseiller juridique, C. Vézina a assisté à une audience d'arbitrage

le 23 mai au sujet de pratiques déloyales de travail en suspens concernant des griefs et des plaintes déposés par les TR et les ECs.

L'information sur les personnes qui ont été indemnisées et celles qui ne l'avaient pas été au 1^{er} avril 2019 est communiquée par le conseiller juridique du Conseil du Trésor et présentée en détail au CEN. Une réunion doit avoir lieu en septembre et un rapport de mise à jour pour l'arbitre sera présenté sous peu. Il est expliqué à l'arbitre que, comme les retards de paiement sont attribuables à des problèmes liés à Phénix, une indemnisation supplémentaire pour dommages-intérêts sera demandée auprès de la Commission.

7,4 Rapport du directeur des politiques : Une mise à jour supplémentaire sur la négociation collective sera bientôt affichée sur le site Web. C. Danik a rencontré le représentant du Conseil du Trésor au sujet d'une question liée à la classification (*les nouvelles définitions des groupes professionnels pour les EC et les TR*), et une réunion est demandée pour discuter des répercussions possibles.

(S. Rehman quitte la réunion à 16 h 20.)

7,5 Rapport de l'avocate générale : Distribué antérieurement.

7,6 Rapport de la directrice des communications : Le président fait circuler une copie du rapport de la directrice des communications et le passe en revue.

7,7 Rapport du gestionnaire des finances : Même si une plage horaire avait été prévue dans l'ordre du jour pour la présentation de l'exposé d'O. Kahriz sur la stratégie d'investissement, les contraintes de temps empêchent de tenir la séance d'information. Par conséquent, les membres du CEN sont priés d'examiner attentivement la présentation PowerPoint à leur convenance. Un travail considérable a été consacré à l'élaboration du nouveau format des états financiers. Le processus de vérification de l'ACEP a été lancé, et il commencera officiellement le 17 juin. Le comité de la vérification doit tenir le 4 juin une réunion au cours de laquelle un président sera choisi et le mandat du comité sera passé en revue.

La séance du CEN est levée à 16 h 43, HAE.

* * * * *

Le présent procès-verbal rend fidèlement compte de la réunion du Conseil exécutif national qui s'est tenue le 31 mai 2019.

APPROUVÉ par :

Président

Date